

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 21 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- 1) La tendresse, c'est quelquefois ne plus s'aimer mais être heureux...
- 2) Ils prennent tous les droits
- 3) Pas moi, c'est lui...
- 4) Une brouille d'adhérent PS LR...
- 5) La fin des socialistes !
- 6) Un malentendu...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Nuit Debout. Taubira regarde le mouvement avec "tendresse" et "espoir"



L'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira dit regarder avec « tendresse » et « espoir » le mouvement Nuit Debout, qui a essaimé dans une cinquantaine de villes. | Franck Dubray / Ouest-France

L'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira dit regarder avec « tendresse » et « espoir » le mouvement Nuit Debout, qui a essaimé dans une cinquantaine de villes.

« Je regarde avec une très grande tendresse ce mouvement. Je ne sais pas vers quoi il va déboucher mais, quel que soit son aboutissement, c'est une expérience collective, c'est une expérience citoyenne », a déclaré l'ancienne ministre au cours d'une conférence sur le campus de Grenoble.

« C'est un signe de vitalité de la démocratie, je le regarde (...) pas seulement avec de la tendresse, avec de l'espoir, parce que je pense que nos institutions qui sont très solides ont besoin de respirer », a-t-elle ajouté.

« La turbulence du peuple, du citoyen, ça m'a manqué. J'aime que ça bouge, j'aime que ça proteste, j'aime que ça discute (...) ça m'a beaucoup manqué pendant 40 mois (où elle était ministre, ndlr), cette inertie, cette atonie dans la société », a poursuivi Mme Taubira.

Interrogée sur le projet de déchéance de nationalité, qui avait motivé son départ du gouvernement et a été abandonné depuis, elle s'est dit « contente, mais pas heureuse ».

« Je suis soulagée (...) je suis heureuse que la Constitution ne soit pas abimée. Cependant je suis triste toujours du fait que ça ne soit pas un abandon (...) lié à un sursaut éthique », a développé l'ancienne ministre.

En « désaccord profond » avec le gouvernement sur ce sujet, elle a dit « avoir essayé de convaincre ». « Je ne pourrais pas dire que je n'ai pas convaincu (...), je n'ai pas eu de contre-arguments vraiment face aux miens mais j'ai compris que la décision ne changerait pas », a-t-elle ajouté.

Mme Taubira a été ovationnée à plusieurs reprises par les quelque 900 étudiants présents à cette conférence organisée par l'Institut d'études politiques et à laquelle assistait le maire de Grenoble Éric Piolle (EELV).

II) « Les riches estiment qu'ils ont tous les droits »

Entretien réalisé par N. D.



Pierre Pyktowicz

Dîners mondains, beaux quartiers, chasses à courre, évasion fiscale... voilà trente ans que le couple de sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon dissèquent les comportements d'une caste endogame et prédatrice, ce qu'ils appellent « la violence des riches ». À leur actif, plus d'une vingtaine de livres sur la grande bourgeoisie. Ils nous expliquent comment ce groupe social sait se mobiliser pour défendre ses intérêts.

HD. Voilà trente ans que vous enquêtez chez les plus riches. Comment vous est venue l'idée de pénétrer dans l'univers très fermé de la grande bourgeoisie, en 1986 ?

Michel Pinçon. La plupart des sociologues travaillaient sur les plus démunis. Beaucoup avait été fait sur les logements insalubres, les quartiers défavorisés... mais rien sur les beaux quartiers.

Monique Pinçon-Charlot. Nous n'étions pas du tout de ce milieu. Alors nous avons commencé par le plus facile : nous balader dans les beaux quartiers. Notre directeur de laboratoire au CNRS, issu de la grande bourgeoisie de Neuilly, nous a ouvert les portes de sa famille. Progressivement, nous avons réussi à nous faire coopter. Nous avons acquis un capital social absolument extraordinaire ! Jusqu'à la publication de notre livre, en 2010 : « Le Président des riches, enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy ». Là, on s'est fait virer. Ce n'était pas trop grave, nous avons eu le temps de comprendre leur fonctionnement.

HD. Qu'avez-vous observé d'emblée ?

M. P. Nous sommes toujours ici dans la reproduction des privilèges les plus arbitraires. Des privilèges qui se transmettent de génération en génération pour créer des dynasties familiales. Les riches veulent absolument préserver leur mode de vie. Ils concentrent toute la richesse et entendent bien la garder. Ils estiment donc qu'ils ont tous les droits.

M. P.-C. Les grands-bourgeois ne pensent jamais à leurs dissemblables. Ils n'ont pas accès à la culpabilité, à la mauvaise conscience. Dès qu'ils estiment ne pas être dans leurs bons droits, ils se positionnent en victimes. Du coup, ils sont extrêmement mobilisés. Sur tous les fronts. Il n'y a pas de petits combats. Ils sont formés pour rendre en permanence service à leur classe. Ils en ont le devoir. Certes, c'est plus simple pour eux : ils ne sont pas nombreux et se retrouvent sans cesse dans les dîners, les clubs, les cercles...

HD. Vous aussi, vous avez été introduits dans ces clubs, ces cercles...

M. P.-C. Oui. Autour de la table des dîners habituels, se retrouvaient toujours les représentants de tous les pôles dominants : un banquier, un journaliste – pas de « l'Humanité », mais plutôt de TF1 –, un industriel de renom, un artiste d'art contemporain, un grand chef d'exploitation, un professeur de médecine... et parfois des curiosités, comme nous ! C'est comme ça qu'un Nicolas Sarkozy a pu rencontrer Liliane Bettencourt.

M. P. Ce milieu social fonctionne au choix des personnes, tout passe par la cooptation. On choisit le membre du cercle, on vote sur candidature... Avenue des Champs-Élysées, se trouve le Travellers Club, dans l'hôtel particulier de la Païva. Tout le monde y parle anglais, même entre Français. Un jour, le secrétaire général de ce cercle m'a fait part de sa colère : les Champs-Élysées devenaient insupportables, avec ces gens qui mangent des sandwiches debout, ces touristes en short... Il ne comprenait pas. Mais une fois la porte de la Païva franchie, le même monde se retrouve. Idem lorsque vous passez l'entrée du cercle de l'Union interalliée, rue du Faubourg Saint-honoré. D'un coup, le tohu-bohu de la rue laisse place au calme. La sécurité sociale...

HD. Vous parlez du ghetto des riches. Vous en avez même fait un livre, « Les Ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces ». Pourquoi un terme si fort ?

M. P.-C. C'est un ghetto car il y a une limite, une frontière pour protéger l'entre-soi. Mais un ghetto volontaire. Nous avons voulu ainsi montrer que les riches assument la rupture, ils revendiquent même cet ostracisme social. Dans notre premier livre, nous parlions de racisme de classe. Ils ne nous l'ont jamais reproché. Ils ont même approuvé : c'est très agréable d'être entre soi. Pourquoi voulez-vous que nous soyons avec des gens qui ne nous ressemblent pas ?

HD. « Les riches quittent massivement la France », titrent régulièrement les journaux. Ils paieraient trop d'impôts. Pourtant, le scandale du Panama Papers met en lumière l'évasion fiscale de beaucoup d'entre eux. Vous la dénoncez également dans votre livre : « Tentative d'évasion (fiscale) », sorti en septembre dernier...

M. P.-C. Nous avons effectivement montré qu'ils ne payaient pas leurs impôts, avec la complicité des services fiscaux. Cette stratégie participe à l'asservissement des peuples en faisant croire que les riches créent l'emploi et la richesse. De vrais philanthropes ! La crise financière de 2008 est exclusivement liée à la spéculation. Les seuls responsables étant ceux qui avaient « titrisé » les subprimes, c'était à eux de payer. Or, avec l'aide des politiques, l'oligarchie a transformé une dette privée en dette publique. Depuis, on demande au peuple d'accepter la destruction des services publics, des avantages liés à la Sécurité sociale, à la retraite. Demain, c'est le nouveau Code du travail qui asservira encore plus les salariés... Nous sommes dans une véritable guerre de classes. Une classe qui possède les armes économiques, idéologiques, linguistiques...

HD. Alors, finalement, comment vont les riches aujourd'hui ?

M. P.-C. Il suffit de lire le palmarès des grandes fortunes publié dans « Challenges » pour s'apercevoir que tout va très bien pour eux. Chaque année, on y constate des augmentations à deux chiffres, des enrichissements énormes qui vont très vite et de plus en plus concentrés entre quelques mains. C'est ainsi que Bernard Arnault, le très discret patron de LVMH, affiche 34 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 400 fois plus que la fortune du grand chef cuisinier Alain Ducasse, qui s'élève à 60 millions d'euros. Cette

dispersion n'existe pas dans le monde du salariat. Et cette richesse se base chaque fois plus sur la violence de classe, c'est-à-dire sur la marchandisation des entreprises qui doivent représenter du cash pour les actionnaires, toujours plus avides de dividendes.

HD. Peut-on faire le parallèle entre la violence des habitants du 16^e arrondissement de Paris, lors de la présentation du projet de centre d'hébergement d'urgence près du bois de Boulogne, et celle des manifestants contre le mariage pour tous ?

M. P.-C. Lors des manifestations contre le mariage de personnes du même sexe, peut-être que beaucoup étaient catholiques, mais l'important n'est pas là. Il est dans les mots « mariage pour tous ». Cette proposition menace l'essentiel pour leur propre reproduction : la famille. Elle est au cœur de la constitution de la dynastie. Dans le gotha mondain, seulement 2 % des couples sont concernés par le divorce. Car, finalement, ils dissocient les pratiques sexuelles de la famille : ils ont de grands appartements, ils voyagent... et ont beaucoup d'enfants – environ quatre par famille. Alors la religion n'est qu'une variable secondaire par rapport à la posture de classe. La famille, c'est ça qui les a mobilisés.

M. P. La violence dans les deux cas s'explique car ils se trouvaient sans prise, avec un rapport de forces qu'ils ne maîtrisaient pas, qu'ils ne pouvaient pas contrer.

M. P.-C. Oui. J'ai assisté à la présentation du projet de centre d'hébergement. C'était la première fois que j'entendais des grands-bourgeois employer des termes aussi orduriers. J'ai ressenti une haine de classe très profonde.

l'Humanité.fr

III) A gauche, une irresponsabilité primaire

Par Lilian Alemagna, Journaliste au service France

Édito

«Unité !» qu'ils disaient... En l'espace d'un week-end, une partie des responsables politiques

de gauche vient d'apporter la preuve de son irresponsabilité. C'est d'abord le Parti communiste qui explique être d'accord pour participer à une primaire, mais pas pour soutenir François Hollande s'il la gagne. C'est ensuite la direction du Parti socialiste, et en tête son premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, qui prend prétexte de cette position du voisin de la place du Colonel-Fabien pour affirmer que le PCF «prend la responsabilité de la division», alors que jamais il n'a accepté le principe d'un «socle» de propositions communes censé «rassembler» une famille de gauche aujourd'hui fâchée.

C'est, enfin, Europe Ecologie-les Verts qui, en Loire-Atlantique, refuse - c'est nouveau - de donner une consigne de vote au second tour d'une législative partielle quand il s'agit de départager une candidate socialiste et un candidat de la droite unie.

Que tout ce monde-là arrête d'expliquer qu'il faut chercher «les conditions de l'unité», construire une «Belle Alliance populaire». Qu'ils ne viennent pas s'offusquer lorsque Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls se retrouvent pour acter des «positions irréconciliables» à gauche.

Que les directions d'EE-LV et du PCF disent clairement que ce que fait Hollande, ce qu'a fait Nicolas Sarkozy ou ce que proposent les candidats de la primaire à droite, c'est «la même chose». Que le sommet du PS arrête de nous raconter de belles histoires et dise qu'il a répondu favorablement à la primaire pour mieux en freiner le processus et accrocher au veston de ses voisins l'étiquette du diviseur quand ces derniers rappellent - avec raison - les promesses non tenues.

On aurait aimé, à un an de la présidentielle, à l'heure où avoir un FN menaçant à 30 % dans les sondages ne produit aucune réaction, avoir des responsables politiques à la hauteur du danger, se mettant autour d'une table pour acter convergences, divergences et préparer un projet de compromis. Au lieu de ça, les uns attendent et travaillent à la «défaite historique» de la social-démocratie française.

Les autres veulent en finir avec les «archaïques», comme ils disent. Tout le monde anticipe les ruines de 2017. Alors, s'il vous plaît, que personne ne vienne regretter, dans un an, l'élimination de tous les candidats de gauche dès le premier tour. Et que personne ne vienne exiger des uns et des autres de se ranger sans moufter

derrière Hollande ou un autre candidat PS sous la menace d'un «nouveau 21 avril». Parce que, dans cette histoire, personne ne veut vraiment «l'unité». Sinon, ils y travailleraient.

Lilian Alemagna Journaliste au service France



IV) "Moins d'adhérents au PS ou aux Républicains que de licenciés de pétanque" ?

Par Antoine Krempf



Alexandre Jardin dit-il vrai sur les partis et les fédérations sportives © Maxppp

C'est en tout cas ce qu'affirme l'écrivain Alexandre Jardin sur France Info. L'un des co-fondateurs de "la Primaire des Français" dit plutôt vrai.

Il y a environ 100.000 adhérents au Parti socialiste d'après une estimation que vient de donner son premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis à RFI et Libération. De son côté, le parti Les Républicains revendiquait 238.208 adhérents à jour de cotisation en janvier dernier.

Et... c'est donc effectivement moins qu'à la Fédération française de pétanque et du jeu provençal : 295.000 personnes à jour de cotisation. C'est un peu plus compliqué pour le canoë-kayak parce que le ministère des sports compte 320.000 pratiquants, mais seulement 42.000 qui ont effectivement payé une licence à l'année.

Deux millions de footballeurs

Il y a en fait aujourd'hui autant d'adhérents au PS que de licenciés de volley-ball et autant chez Les Républicains que chez les karatékas. Et même si l'on additionne le nombre d'adhérents de tous les partis français, le résultat est loin derrière les deux millions d'adhérents à la fédération française de foot, voire du million de joueur de tennis encartés.

Il faut pour autant se méfier de ce genre de comparaison. Si les chiffres du nombre d'adhérents aux fédérations sportives sont officiellement communiqués par le ministère des Sports, il n'y a aucun comptage officiel du nombre d'adhérents aux partis politiques. Chacun communique un peu ce qu'il veut et selon sa propre méthode de calcul. Certains mélangent, par exemple, les adhérents et les militants, d'autres comptent les encartés mêmes s'ils ont jusqu'à deux ans de retard dans le paiement de leurs cotisations.

Antoine Krempf



LAPRESSEENREVUE.EU

V) «Le socialisme est une idée morte» juge Jean-Pierre Mignard, ami de Hollande



Crédits photo :ALAIN JOCARD/AFP

LE SCAN POLITIQUE - L'ancien responsable de la haute autorité éthique du Parti socialiste souhaite plus de parlementarisme et l'avènement d'une nouvelle gauche sociale-démocrate.

Récent démissionnaire de la direction de la haute autorité éthique du Parti socialiste, l'avocat Jean-Pierre Mignard n'a visiblement plus très envie d'entendre parler de Solférino. **Fâché par le débat** sur la déchéance de nationalité, embarrassé par les **atermoiements de Jean-Christophe Cambadélis au sujet de la primaire socialiste**, cet ami de longue date du président Hollande a préféré «reprendre sa liberté de parole». Une liberté dont il use ce mercredi dans les colonnes de l'Opinion pour enterrer dans un même élan le «socialisme traditionnel» et la Ve République. **«Le socialisme est une idée morte, d'un point de vue historique et affectif.** Ce n'est plus qu'un mot. L'avenir de la gauche est à un grand parti démocrate, ou social-démocrate, couvrant un très large spectre d'opinions très diverses», lâche Jean-Pierre Mignard. «À l'avenir, trois personnalités pourraient, par exemple, incarner ce grand parti démocrate aux vastes sensibilités: Anne Hidalgo,

Manuel Valls et Emmanuel Macron. Faut-il encore qu'ils le veuillent». Une chose semble acquise pour l'ancien rocardien: François Hollande appartient au passé.

«On ne vit pas la crise de la gauche, mais celle de la Ve République. Les Français doivent sortir de cette névrose qui consiste à attendre tout d'un homme providentiel», assène encore l'ancien candidat aux législatives de 2012. Et Jean-Pierre Mignard de plaider pour l'introduction d'un régime parlementaire avec une représentation à la proportionnelle des forces politiques: «C'était d'ailleurs un engagement de Hollande. La moitié des Français, qui votent pour les extrêmes ou le centre, ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale. On s'apercevrait alors que les partis extrémistes sont contraints d'évoluer ou disparaissent». **«La France doit renouer avec son héritage parlementaire, celui des coalitions.**

C'est la seule possibilité pour sortir d'un clivage gauche-droite, stérile une fois sur deux», soutient encore l'avocat. Une réflexion appuyée sur les exemples de la Grèce et de l'Espagne, où le jeu institutionnel a modéré quelque peu, selon lui, les ardeurs radicales de Syriza et Podemos.

«L'amitié est un sentiment privé et doit le rester. Un ami qui passe tout à un ami, cela s'appelle un courtisan»

Jean-Pierre Mignard au sujet de son ami François Hollande

Faut-il pour autant y voir un signe de rupture de l'amitié qui liait jusque-là Mignard à Hollande? «Je ne me suis jamais fâché, même si j'ai combattu publiquement la déchéance. L'amitié est un sentiment privé et doit le rester. Un ami qui passe tout à un ami, cela s'appelle un courtisan», balaye-t-il. Avant de poser tout de même un certain nombre de conditions préalables au fait d'imaginer voir se représenter François Hollande en 2017: «S'il dit la vérité au pays, s'il dresse l'inventaire de ses échecs, car il y en a, des blocages de la société française, bref s'il a un projet fracassant à proposer, mais réalisable, et une audace à son service, qu'il se présente!» On ne saura pas si Jean-Pierre Mignard soutiendrait pour autant une telle candidature.

LE FIGARO · fr

VI) Nuit Debout et les quartiers populaires: le grand malentendu

Par Faïza Zerouala

Alors que la Nuit Debout se poursuit place de la République, la question de « la convergence des luttes » avec les quartiers populaires se pose. Beaucoup l'appellent de leurs vœux. Mais pour les militants des quartiers, dont beaucoup ont le sentiment d'avoir été ignorés depuis des années, la question de rejoindre ou non la contestation fait débat.

C'est indéniable, il se passe quelque chose place de la République depuis maintenant trois semaines. Difficile de prédire les débouchés de cette catharsis à ciel ouvert, mais ça bouillonne et cogite. La question de l'après se pose, tout comme la nécessité d'étoffer le mouvement pour qu'il perdure.

Comme souvent, sur la photo, ce sont les absents qu'on remarque le plus. Ici, les habitants des quartiers populaires. L'expression « convergence des luttes » apparaît au hasard des prises de parole en assemblée générale et sur des banderoles.

Le 39 mars, selon le calendrier (révolutionnaire) en vigueur place de la République, une camionnette bleue essaie de se frayer un chemin sur la place pour s'installer. ACLEFEU, un collectif de Clichy-sous-Bois, né dans le sillage des révoltes de l'automne 2005, a décidé de s'implanter le temps d'une soirée au cœur du mouvement. La configuration n'est pas idéale : si la foule est présente en nombre, elle est plutôt captivée par l'assemblée générale attenante.



A Saint-Denis, lors de la première Nuit debout. © FZ

Très vite, des tables et des chaises pliantes sont installées. Une marmite de soupe marocaine, offerte et servie dans des gobelets en papier, a été préparée par Zoulikha Jerroudi, l'une des coordinatrices d'ACLEFEU, histoire de faciliter la prise de contact.

Si le collectif a pris ses quartiers au cœur de Paris, ce n'est pas tant pour remplir les estomacs de harira mais pour faire œuvre de pédagogie et appeler à cette convergence des luttes. En clair, réussir à agréger différentes problématiques et revendications dans un mouvement plus large.

L'idée n'est pas nouvelle : entre 2001 et 2003, dans les forums sociaux européens comme celui qui s'est tenu à Paris et Saint-Denis en novembre 2003, militants altermondialistes, de la gauche radicale et des quartiers populaires ont pu unir leurs forces.

Un débat sur « le racisme, la xénophobie et la stigmatisation des populations issues de l'immigration » avait été organisé à l'époque.

Cette alliance ne s'est pas reproduite en 2005 au moment des émeutes, circonscrites en « banlieue », et c'est peut-être là le péché originel qui retient aujourd'hui les habitants des territoires les plus déshérités de France de s'inscrire dans le mouvement. Durant trois semaines, la rage des quartiers populaires s'est éveillée, alimentée par les propos inflammables du ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Ceux qu'on voulait passer au Kärcher n'oublient et ne pardonnent pas le manque de solidarité envers leur révolte, qui a dépassé la colère née des décès de Zyed Benna et Bouna Traoré dans un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois le 27 octobre 2005 (lire ici notre dossier sur le sujet).

Fania Noël, militante afro-féministe et anticapitaliste, est plutôt dubitative quant au concept de la Nuit Debout, qui se donne parfois des allures de kermesse ou de festival de rock avec ses cracheurs de feu : « En y allant, je ne me suis pas sentie à l'aise. J'ai eu l'impression d'avoir atterri à une sous-fête de l'Huma, en miniature, sans concert ni ingénieur du son. Le débordement de cannettes de bière et autres déchets par terre m'a dérangée. » Au-delà de la question de l'ambiance, qui peut refroidir les moins habitués, la militante liste d'autres rendez-vous manqués qui rendent difficile à son sens une coopération : « Quand on manifestait en 2014 pour Gaza ou contre l'exposition Exhibit-B ou encore lors de la Marche pour la dignité d'octobre 2015, on n'a vu personne. »

L'éclosion de ce mouvement citoyen dans la capitale a fait naître les critiques. L'une des observations récurrentes tient au caractère « blanc » et « bobo » de l'assemblée. Difficile à mesurer et, sauf à demander à chaque participant de décliner lieu d'habitation, profession et origines, impossible d'avoir une réponse précise et scientifique. Cependant, à l'œil, le public semble très homogène. François Ruffin, réalisateur du film *Merci Patron !*, l'une des matrices du mouvement, ne dit pas autre chose dans une interview à Télérama :

« Il est frappant de constater que les gens qui occupent la place de la République et d'autres places dans de grandes villes en France ne représentent pas grand-monde. Ils appartiennent grosso modo à la même classe que moi, cela dit sans aucun mépris ni jugement : la petite bourgeoisie intellectuelle, à précarité variable. Il ne faut surtout pas en rester là. Le mouvement doit dépasser les seuls centres urbains et essaimer à la périphérie, dans les banlieues, les zones

rurales et industrielles, sinon il trouvera vite ses limites. Il faut trouver le moyen de toucher des milieux populaires. »

Mais comment ? Entre l'intention et la réalité, il y a souvent un fossé. Les militants qui sillonnent les quartiers expliquent surtout ne pas vouloir être utilisés comme cautions convoquées ici pour apporter une diversité, juste cosmétique. « Quand le mot d'ordre est de ramener les quartiers populaires, c'est un euphémisme. La vraie traduction, c'est "les non-Blancs". De manière générale, on retrouve cette exigence dans les mouvements de gauche depuis des années. Mais ils ne s'interrogent jamais sur les raisons structurelles qui expliquent l'absence des non-Blancs et des quartiers dans cette lutte », déplore Sihame Assbague, militante antiraciste, qui trouve toutefois qu'une « belle énergie » s'en dégage.

« Vous êtes des indignés, nous on l'est depuis des années »

Sur place, il y a eu une prise de conscience ou au moins une tentative de créer un outil pour réfléchir à comment insérer la question des quartiers populaires à la somme des mécontentements. Ainsi, le 10 avril, une commission banlieue est-elle née pour cerner plus précisément ces enjeux. Fahima Laidoudi, femme de ménage de 53 ans, militante dans les quartiers populaires depuis trente ans, ne s'est pas posé mille questions avant de porter cette thématique dans le cadre de la Nuit Debout. « Lors d'une rencontre à la Bourse du travail, j'ai pris la parole pour exprimer cette nécessité, c'était bien avant la première Nuit Debout. À ce moment-là, la moitié de la salle m'a regardée comme un objet exotique. Après il ne faut pas y aller pour y aller, il faut que ça ait un sens. »

Les quartiers populaires ont une longueur d'avance car ils ont toujours été « un laboratoire d'expérimentation des lois sécuritaires », juge-t-elle, avant d'insister sur le fait que les quartiers ne sont, évidemment pas, un ensemble homogène. Les stratégies peuvent diverger d'un militant à l'autre.

Mohamed Mechmache, président et porte-parole d'ACLEFEU, partage cette même ligne. Une jointure intervient dans le cadre du collectif Pas Sans Nous, regroupant 200 collectifs et associations des quartiers populaires, qui entend être « le porte-voix des quartiers ». Investir la place et le mouvement, d'accord, mais à bon escient. D'abord, le militant estime que les

quartiers populaires ont pour eux le bénéfice de l'expérience et ont hélas expérimenté la précarité et ses corollaires depuis longtemps.



Mohamed Mechmache © FZ

Une situation décrite ainsi : « Vous êtes des indignés, nous on l'est depuis des années. Cela fait trente ans que les quartiers sont en état d'exception. Il n'y a pas de droit commun pour nous. On explique des problématiques qu'on vit mais à force de ne pas se sentir concernés, les

autres étudiants de bonne famille n'imaginent pas la violence politique et l'oppression scandaleuse vécues dans les quartiers. » S'il est venu ici ce soir, c'est pour expliquer ceci. D'après lui, les sujets qui concentrent le plus de récriminations demeurent le triptyque emploi, éducation, logement. Le tout couronné par une défiance profonde à l'égard du politique.

À cela, Amal Bentounsi, fondatrice du collectif Urgence notre police assassine, qu'elle a créé à la suite de la mort de son frère Amine Bentounsi, tué d'une balle dans le dos par un policier en 2012 (lire ici le compte-rendu du procès), ajoute la nécessité de s'emparer de cette tribune inespérée : « Tu sens que c'est bobo, et ce n'est pas péjoratif pour moi, mais il faut s'imposer. On est tellement cassés que quand il y a une initiative, on a du mal à se mobiliser. En plus, nous ce n'est pas dans notre culture de manifester. Nos parents nous ont seriné qu'on n'était pas chez nous. C'est le moment où jamais de converger. Les gens sont sensibles aux problèmes d'assignation à résidence. J'ai donc décidé de prendre la parole à l'AG et ça s'est très bien passé. On a toute notre place ici, les concernés doivent aborder les problèmes qui les touchent. » Elle en est persuadée, être ici peut faire gagner du temps en favorisant les synergies entre militants.

<https://youtu.be/GH9PA3PHraw>

La Nuit Debout a fini par essaimer en banlieue. Plusieurs villes de la périphérie parisienne comme Évry, Montreuil, Créteil, les Lilas, le Blanc-Mesnil, Fontenay-sous Bois, Ivry, Villejuif ou Mantes-la-Jolie ont décliné le concept parisien.

Mercredi 13 avril, Saint-Denis a accueilli la sienne au pied de la Basilique rénovée et de l'hôtel de ville. 300 personnes environ se sont installées en cercle, par terre ou sur des chaises. Les initiateurs ont compté 600 participants pour leur part. Une affiche « Saint-Denis en lutte » donne le ton. Les barnums ont été prêtés par la mairie, qui a tenté une prise de parole avant de se voir rabrouer par le public, désireux de se prémunir contre toute récupération politique.

Simon, l'un des initiateurs, dit avoir voulu lancer un mouvement « plus concret et populaire ». De fait, le public est assez mixte et jeune. Les prises de parole se succèdent avec une coloration très locale et militante aussi. Pléthore d'associations et collectifs qui irriguent le tissu associatif local ont dépêché leurs troupes et impulsé l'organisation de cette soirée, qui devrait se tenir tous les mercredis soirs. Philippe Poutou, porte-parole du NPA et candidat à l'élection présidentielle, a passé une tête, en simple spectateur.

Les thématiques abordées au micro couvrent un spectre différent de celui de Paris. Ici, les questions logistiques récurrentes à République ne sont pas abordées, mais la réunion fait émerger de tristes réalités. Les habitants vivent une urgence sociale et s'ouvrent de leurs problèmes de logement, de papiers et d'emploi forcément. Des hommes dénoncent au micro les conditions d'attribution de titres de séjour et de régularisation. Ils dénoncent la déliquescence des services publics. Le collectif des Bonnets d'âne, en pointe sur la question des inégalités subies par les enfants du département dans le domaine de l'éducation, ont par exemple évoqué leur combat.

Sur la place de la République, ACLEFEU expose le projet du collectif, qui existe depuis une décennie. Un couple de quinquagénaires écoute la présentation de Sabrina, qui leur donne à remplir un questionnaire sur les problèmes à régler en priorité, selon eux, dans les quartiers. Pour mener à bien sa tâche, l'homme s'éclaire avec la torche de son smartphone et remplit consciencieusement le document à l'aide du stylo siglé Clichy-sous-Bois.

Prendre en compte les spécificités des quartiers populaires

Zakaria Sator, 20 ans, boulanger de Gennevilliers, est venu avec l'équipe d'ACLEFEU. Le jeune homme a eu vent du contenu de la loi sur le travail. Il a compris que dans les grandes lignes, cela conduirait à fragiliser

le statut des travailleurs. Ce qui le motive à en parler autour de lui : « Ils doivent se rendre compte que si ça passe, le chômage va encore augmenter. Et si personne ne fait rien... »

Sihame Assbague a une lecture légèrement différente des choses. Pour elle, les habitants des quartiers sont les premières victimes du chômage de masse. Ils souhaitent seulement travailler, donc la thématique de la précarisation des travailleurs induite par la loi sur le travail n'a pas de prise sur eux. « Pour eux, s'ajoutent les discriminations à l'embauche et le traitement différencié des employeurs voire la stigmatisation. On doit parler de précarité, mais il faut la lier au racisme institutionnel ou à l'islamophobie. » Des éléments « impensés » pour le moment, juge l'activiste.

Croisés sur la place à plusieurs reprises, Fik's et Almamy Kanouté ont fait le choix d'investir le mouvement sans s'appesantir sur leurs réticences initiales. Le premier est un rappeur des Ulis, en Essonne, mais aussi l'un des fondateurs du collectif REZUS, Réseau d'énergie des zones urbaines sensibles, un groupe de leaders associatifs. Le second se définit comme militant associatif et politique. Il est originaire de Fresnes, dans le Val-de-Marne, et cofondateur du mouvement citoyen Émergence, qui a coordonné une liste citoyenne des quartiers aux régionales de 2010 (0,42 %), avant d'être élu conseiller municipal d'opposition au maire PS à Fresnes, après avoir recueilli 11 %.

Fik's explique que venir à Paris reste compliqué, tant la frontière mentale entre la capitale et la périphérie reste vivace : « C'est vu comme un musée géant dans lequel nous, gens de quartiers, on n'est pas forcément regardés comme des Français à part entière. Il y a une autocensure forte, pas toujours justifiée. Et de l'autre côté, il y a quand même une peur vis-à-vis des habitants de banlieues. Je ne sais pas comment ce serait perçu par les gens de la place si une masse de gens des quartiers débarquaient. Mais on ne va pas continuer à se regarder en chiens de faïence. On doit casser le périph'. » Plus prosaïquement, Fik's évoque aussi la difficulté de se déplacer, avec des temps de transport trop longs ou trop aléatoires, lorsqu'on habite en banlieue.

La parole, explique le militant, a trop souvent été confisquée et aujourd'hui certains ne se sentent pas légitimes pour inverser cette tendance. Beaucoup sont inhibés et doutent de leur capacité à être de bons orateurs. Il faut en effet oser prendre le micro et s'adresser à la foule en étant

clair le temps des deux minutes imparties.

Conscient de tous ces obstacles, David Cousy, militant associatif à Créteil de 24 ans, a eu l'idée de décliner le concept extra-muros. La création d'une commission banlieue à Paris lui a laissé un sentiment mitigé, l'impression que la capitale s'érigait en dame patronnesse : « C'est comme si on envoyait des émissaires pour édicter aux quartiers ce qu'ils devaient faire. C'est une approche néocoloniale. Je pense que Paris n'accepterait pas des directives venues de Dijon. C'est pareil pour la banlieue. Il est important de sortir de ce schéma jacobin. »

Almamy Kanouté promène sa silhouette imposante place de la République. Il est habitué à dénoncer l'islamophobie, la négrophobie, les violences policières, mais explique que « comme au self-service, on est éparpillés. Il faut montrer aux cols blancs que nous ne sommes pas divisés pour leur mettre la pression ». Après avoir vérifié l'identité des initiateurs, le militant s'est décidé à participer à la Nuit Debout et à mettre de côté les rancœurs du passé : « Oui, on a été seuls en 2005, mais on ne va pas faire pareil que ceux qui ne viennent jamais en banlieue. Il faut discuter, la déchéance de nationalité n'a pas mobilisé par exemple, mais c'est à nous de profiter de l'élan actuel et d'imaginer des actions de désobéissance civile, sans tomber dans l'anarchie ou la violence gratuite. Pour le moment je n'ai pas ressenti de paternalisme, aucun Blanc n'a cherché à me donner de leçons. »

David Cousy a créé des comptes Facebook et Twitter « Banlieues debout », « avec un s à banlieues pour montrer leurs spécificités et leurs diversités », destinés à centraliser les informations pour créer une sorte de réseau d'entraide. Le jeune homme, community manager improvisé, n'est pas forcément à l'aise avec les réseaux sociaux mais découvre leur utilité pour mobiliser et ainsi « mutualiser les luttes ». Les premières Banlieues debout ont, selon lui, permis de faire éclore des thématiques différentes, qu'on n'aurait pas entendues à République, plus en prise avec le réel, dans des quartiers où le sentiment d'exclusion reste prégnant.

Louise, rencontrée à Saint-Denis, est enseignante, syndiquée et confirme. Elle souhaite « porter ces questions de justice sociale et d'égalité, car la violence de l'État qui se cache derrière la loi sur le travail s'exprime tout le temps ici dans ce territoire discriminé ». D'où son envie de donner chair à cette déclinaison dionysienne. Abdoulaye, 24 ans et étudiant en sociologie dans la très mobilisée université de Paris 8, est bien plus mitigé et sévère. Venu par curiosité, celui qui a grandi à Limoges, dans une zone populaire, est déçu de sa soirée : « Sincèrement, on dirait une contrefaçon. Déjà l'original est pourri alors... Il y a 99 % de Blancs, c'est dépolitisé au possible. Pour moi, ça n'a aucun intérêt. »

Abdoulaye pense la Nuit Debout incapable de réaliser toute convergence. Après avoir fait un tour à République, il déplore l'impasse faite sur « le lien entre l'oppression raciale et la discrimination scolaire ou la mention de l'islamophobie. Un oppresseur ne peut connaître l'oppression des autres », conclut-il. Pourtant le 18 avril, pour pallier ce manque, une commission contre l'islamophobie a été créée. Mounia a participé à cette création pour dit-elle « éviter de laisser parler les islamophobes sans contradicteurs. » Lorsqu'elle s'est rendue à République, elle a entendu une prise de parole très virulente contre « les chauffeurs de bus salafistes du 93 », ce qui l'a dissuadée de s'y rendre de nouveau, avant de changer d'avis et d'éviter que cette question ne soit délaissée.

En réalité, Fania Noël craint que s'allier à la Nuit Debout ne porte atteinte à la spécificité de son engagement et ne le dissolve dans tout un paquet de revendications. « Ils veulent nos visages et nos sujets de conversation, mais avec leurs modalités. Il faudrait pour les contenter rediscuter de tout le travail qu'on a déjà engagé sur la nécessité de la non-mixité pour les questions féministes, sur l'utilisation du mot blanc ou islamophobie ou encore l'immigration post-coloniale. De fait, on ne peut faire alliance qu'avec des gens avec lesquels nous avons des objectifs politiques communs. On parle de politique, pas de faire du scoutisme. Ils ont sûrement de bonnes intentions, comme souvent, mais il ne faut pas se cantonner à des déclarations de principe et des prophéties autoréalisatrices. » Comme tout le monde finalement, la militante attend des résultats concrets de ces discussions.



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue